

RCS : LYON
Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2004 B 02455
Numéro SIREN : 453 913 535
Nom ou dénomination : GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING et par abréviation G.S.E.
HOLDING

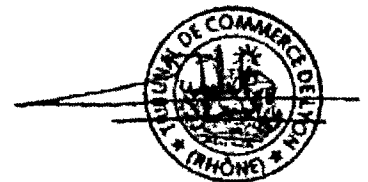
Ce dépôt a été enregistré le 23/09/2020 sous le numéro de dépôt A2020/028698

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
LYON

A2020/028698

Dénomination : GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING
et par abréviation G.S.E. HOLDING
Adresse : 71 rue Paul et Marc Barbezat 69150 Decines-charpieu -
FRANCE-
n° de gestion : 2004B02455
n° d'identification : 453 913 535
n° de dépôt : A2020/028698
Date du dépôt : 23/09/2020

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 30/06/2020



5519253

5519253

GÉNÉRAL SERVICE EXPANSION HOLDING

**Société par actions simplifiée
au capital de 37 000 euros
Siège social : DECINES-CHARPIEU
71, rue Barbezat
453 913 535 R.C.S. LYON**

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 JUIN 2020

L'an deux mille vingt,
Et le trente juin,
A onze heures,

Les associés de la société se sont réunis en en assemblée générale ordinaire annuelle réunie en assemblée générale mixte avec l'assemblée générale extraordinaire sur convocation du Président, en visioconférence, conformément à l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales en raison de l'épidémie de covid-19.

La société MAZA SIMOENS SAS, Commissaire aux comptes régulièrement convoquée, est absente et excusée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Ange FANGEMANN, Président.

Il a été dressé une feuille de présence faisant apparaître que tous les associés sont présents à la visioconférence.

Il résulte de cette feuille de présence que les associés présents ou représentés possèdent le quorum requis pour statuer valablement.

[...]

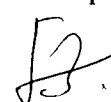
Monsieur Ange FANGEMANN rappelle que les associés sont réunis en assemblée générale afin de délibérer sur les questions propres à l'ordre du jour, tel qu'il a été déterminé par le Président, aucune modification n'ayant été demandée par les associés, lequel est rappelé ci-après :

I. En assemblée générale ordinaire :

[...]

II. En assemblée générale extraordinaire :

- Rapport du Président ;
- Modification de l'article 29 des statuts en suite de la loi 2018-727 du 10-8-2018 et du décret 2019-539 du 29-5-2019 instaurant des seuils pour l'établissement d'un rapport de gestion ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

1


[...]

Monsieur Ange FANGEMANN déclare ensuite la discussion ouverte et donne la parole aux associés.

Personne ne demandant la parole, Monsieur Ange FANGEMANN met successivement aux voix les résolutions découlant de l'ordre du jour.

[...]

I. **En assemblée générale extraordinaire :**

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les statuts pour les décisions extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président, **décide** de modifier l'article 29 des Statuts ainsi qu'il suit :

1. Les termes « *du rapport de gestion et* » figurant au deuxième paragraphe de l'article 29 sont supprimés ;
2. Il est inséré à la suite du deuxième paragraphe dudit article la phrase suivante :
(nouveau) « *Le Président arrête le rapport de gestion prévu par la Loi uniquement si la Société remplit les seuils réglementaires le lui imposant.* »

Le reste dudit article 29 demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les statuts pour les décisions extraordinaires donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

[...]

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
PAR LE PRESIDENT EN EXERCICE
MONSIEUR ANGE FANGEMANN

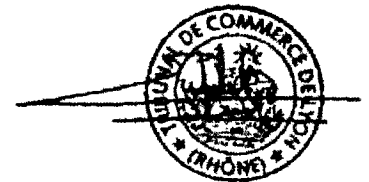


GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
LYON

A2020/028698

Dénomination : GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING
et par abréviation G.S.E. HOLDING
Adresse : 71 rue Paul et Marc Barbezat 69150 Decines-charpieu -
FRANCE-
n° de gestion : 2004B02455
n° d'identification : 453 913 535
n° de dépôt : A2020/028698
Date du dépôt : 23/09/2020

Pièce : Statuts mis à jour du 30/06/2020



5519252



5519252

G.S.E HOLDING
GENERAL SERVICE EXPANSION
HOLDING

453 913 535 RCS LYON

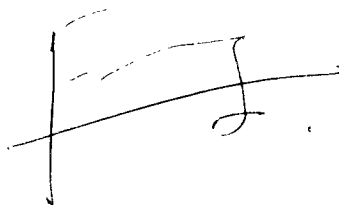
Société par actions simplifiée
au capital de 37 000 euros

Siège social : DECINES-CHARPIEU (69150)
71, rue Barbezat

STATUTS

MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 30 JUIN 2020

Certifiés conformes
par le Président en exercice,
M. Ange FANGEMANN

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Fangemann', written over a horizontal line.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1- FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2- DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de :

GÉNÉRAL SERVICE EXPANSION HOLDING, et par abréviation "**G.S.E HOLDING**".

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3- SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 71 rue Barbezat, 69150 DECINES CHARPIEU .

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4- OBJET

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- Toutes prises de participations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières, dans le sens d'une holding.
- La gestion de ces participations, l'exploitation de valeurs mobilières et la réalisation de toutes prestations de services d'ordre financier, commercial, juridique, administratif ou de gestion ;
- L'administration et la gestion déléguée de toutes entreprises ou filiales ;
- La fourniture à toutes sociétés dans lesquelles elle détient une participation, de services juridiques, comptables, financiers, techniques, informatiques ou commerciaux, notamment par la communication de méthodes, procédés techniques, informations, conseils, expertises amiables ou, d'une façon plus générale, d'une assistance sous quelque forme que ce soit ;
- L'utilisation de ses fonds pour consentir aux dites sociétés des avances de trésorerie dans le cadre de la réglementation en vigueur, et la fourniture éventuelle de toutes cautions ou garanties qu'il serait jugé utile d'apporter ;

- La société pourra également réaliser toutes activités de services urbains notamment la location et la vente de bacs poubelles, le nettoyage, la réalisation de tous travaux électriques ou autres ;
- Le négoce de toutes marchandises ayant un rapport direct ou indirect avec l'activité visée. Et accessoirement la conception, la fabrication et la vente de tous produits industriels ou autres ;
- Toutes activités dans les opérations de vente, achat, location ou échange de tous biens immobiliers, en dehors des activités de marchands de biens ;
- Le conseil technique et financier dans les opérations immobilières ;
- L'évaluation et l'expertise de tous biens immobiliers à quelque fin que se soit ;
- La conception et la réalisation de tous travaux immobiliers liés à la construction, à la rénovation, à la maintenance de tous locaux; le suivi et le contrôle de travaux immobiliers ;
- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ;
- La société pourra agir directement ou indirectement et faire toutes ces opérations en tous pays, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers en participation, association, groupement ou société, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ou autrement.

ARTICLE 5- DUREE DE LA SOCIETE – EXERCICE SOCIAL

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6- APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Il a été apporté à la Société par :

- Monsieur FANGEMANN Ange, Gabriel, une somme en numéraire de trente quatre mille quarante euros, ci 34.040 euros.

Soit au total la somme de 34.040 euros.

Ladite somme correspondant à mille huit cent quarante (1840) actions de dix huit euros et cinquante centimes (18,50 €) souscrites en totalité et libérées chacune de la moitié, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Crédit Mutuel Lyon Bellecour, 15 Place Bellecour 69002 Lyon. Cette somme de dix sept mille vingt (17.020 €) euros a été déposée le 5 mai 2004 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné, il est attribué à M. FANGEMANN 1.840 actions d'une

valeur nominale de 18,50 € chacune, de la Société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E HOLDING, numérotées de 1 à 1840.

- Monsieur PUPAT Jacques, une somme en numéraire de deux mille neuf cent soixante euros, ci 2.960 euros.

Soit au total la somme de 2.960 euros.

Ladite somme correspondant à cent soixante (160) actions de dix huit euros et cinquante centimes (18,50 €), souscrites en totalité et libérées chacune de la moitié, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Crédit Mutuel Lyon Bellecour, 15 Place Bellecour 69002 Lyon. Cette somme de mille quatre cent quatre vingt (1.480 €) euros a été déposée le 5 mai 2004 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

En contrepartie de l'apport ci-dessus désigné il est attribué à M. PUPAT 160 actions d'une valeur nominale de 18,50 € chacune de la Société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E. HOLDING, numérotées de 1841 à 2000.

Récapitulation des apports

- Apports en numéraire : trente sept mille euros, ci 37.000 €
- Total des apports formant le capital social : trente sept mille euros, ci 37.000 €

Conformément à la convention de portage signée entre les parties le 10 mai 2004, Monsieur Ange FANGEMANN a cédé à la société ALIOR SARL, 1340 actions, , numérotées de 1 à 1340

Lors des décisions du Président du 22 mars 2011 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 31 mars 2011, il a été constaté que la totalité des fonds correspondant au montant du capital social a été versée au cours de l'exercice 2010 et que les actions de numéraire composant ledit capital étaient intégralement libérées au 31 décembre 2010.

ARTICLE 7- APPORTS – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TRENTE-SEPT MILLE EUROS (37.000 €).

Il est divisé en DEUX MILLE (2.000) actions de DIX-HUIT EUROS ET CINQUANTE CENTS (18,50 €) chacune de valeur nominale, de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 8- MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

- 1- Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.
- 2- Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital
- 3- En cas d'augmentation du capital en numéraire les associés ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.
- 4- Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quote du nominal prévue par la loi et le cas échéant de la quote de la prime d'émission

ARTICLE 9- FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1- Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2- Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3- Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4- Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propiétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5- Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11- DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

1- Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

- a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propiété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, notamment mais sans que cette liste soit exhaustive, les ventes, cessions, transmissions, échanges, apports en société, fusions et opérations assimilées, cessions judiciaires, adjudications, constitution de "trusts", donations, nantissements, liquidations, transmissions universelles de patrimoines, liquidations de communauté ou de successions, y compris en exécution d'une sûreté, et

Tout démembrement de la propriété entre un ou plusieurs nus-propiétaires et un ou plusieurs usufruitiers et tout transfert portant sur la propriété, la nue-propiété, l'usufruit ou tous autres droits dérivant de Valeurs Mobilières (y compris tout droit de vote ou de percevoir un dividende),

et

Toute renonciation individuelle à des droits préférentiels de souscription.

- b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.
- c) **Contrôle** : Pour l'appréciation du contrôle d'une société par une autre société, il est fait application des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

2 - Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12- CLAUSE DE PREEMPTION ET D'AGREMENT

A) Prémption

1- Sont libres et ne sont soumises à aucune restriction, les cessions d'actions consenties :

- au profit des associés entre eux ;
- pour les actionnaires personnes morales, au profit de personnes morales dont le cédant détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou détenant le contrôle du cédant au sens de ces dispositions sous réserve de l'application des dispositions du B) ci-après ;

2- Toutes les autres cessions, au profit de tiers, conjoints ascendants ou descendants, sont soumises au respect du droit de préemption ci-après, et, le cas échéant, de la procédure d'agrément prévue au B) ci-après.

3- Dans l'hypothèse où l'un quelconque des actionnaires de la Société souhaiterait se séparer de tout ou partie de sa participation au capital de la Société, les autres actionnaires bénéficieront à titre irréductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital social.

4- En outre, au cas où l'un ou plusieurs des actionnaires de la Société n'exerceraient pas le droit de préemption à titre irréductible ou ne l'exerceraient que partiellement, les autres actionnaires bénéficieront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

5- Dans l'hypothèse où les droits de préemption prévus au présent article seraient exercés, le prix de chaque action sera identique aux conditions obtenues par le cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

6- De façon à permettre la bonne exécution des dispositions du présent article, l'actionnaire qui souhaiterait céder ses actions devra notifier au Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la cession projetée en indiquant :

- l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime ;
- (- le prix et les conditions de la cession.

Dans les huit jours de cette notification, le Président de la Société notifiera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le projet de cession à tous les actionnaires autres que le cédant.

A compter de la réception de ladite lettre, chacun des actionnaires de la Société non cédant devra faire connaître sa décision d'acquiescer les actions, au prorata de sa quote part dans le capital, dans les deux

mois. En outre, et pour permettre, le cas échéant, la bonne exécution des dispositions du § 4 ci-dessus, la cession par le cédant ne pourra être réalisée avant un délai supplémentaire d'un mois accordé pour l'exercice des droits de souscription à titre réductible visés au § 4 ci-dessus.

Les actionnaires de la Société s'engagent à se communiquer la totalité des correspondances qu'ils pourront échanger dans le cadre des dispositions du présent article.

7- Dans l'hypothèse où l'exercice des droits de préemption mentionnés au présent article n'aurait pas permis l'acquisition de la totalité des actions mises en vente par l'actionnaire cédant, alors si bon semble audit actionnaire, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés, et sous réserve de l'agrément éventuellement requis au B) ci-après, l'actionnaire cédant sera libre de procéder à la vente de ses actions au cessionnaire proposé mentionné dans la notification.

L'actionnaire cédant aura toutefois le droit de réclamer le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre d'actions pour lequel il aura été notifié et de procéder à la cession du solde des actions, conformément aux dispositions du présent article.

B) Agrément

1- Dans l'hypothèse où tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aurait pas été préemptée dans les conditions prévues au A) ci-dessus, le cédant devra, si le cessionnaire est un tiers non actionnaire - sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant et sauf en cas de cession à une société dont le cédant détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou détenant le contrôle du cédant au sens du même article, les modalités de ce contrôle étant notifiées par le cédant à l'Assemblée Générale de la Société - se soumettre à la procédure d'agrément prévue ci-après.

2- A compter de la notification prévue au A. § 6 ci-dessus, et dans les trois mois de cette notification, l'Assemblée Générale Extraordinaire est tenue de notifier au cédant s'il donne ou refuse l'agrément du cessionnaire. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas à être motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

3- En cas de refus d'agrément et si le cédant ne renonce pas à son projet de cession, l'assemblée générale doit faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue de la réduction de son capital, et ce dans les trois mois de la notification du refus.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord avec le cédant. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ; les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs ou par la Société si celle-ci se porte acquéreur.

4- La procédure d'agrément, objet des présentes, s'applique également à la cession de droits de souscription en cas d'augmentation de capital en numéraire et à la cession de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices.

5- Lorsque le cessionnaire est une personne morale, l'agrément peut être subordonné au maintien de son contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, par la ou les personnes dont l'identité est indiquée dans la décision d'agrément ou dans le cas où la cession est intervenue conformément au A. § 1 ci-dessus.

ARTICLE 13- MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

1- En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours du changement de contrôle. Cette

notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 14.

2- Dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 14. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3- Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14- EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- la responsabilité d'une faute de gestion ou d'une mésentente grave aboutissant à un blocage du fonctionnement de la société ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne pourra être valablement adoptée sans qu'il soit immédiatement décidé de

procéder au rachat des titres de l'actionnaire exclu, par voie de réduction du capital de la Société ou par l'intermédiaire d'un cessionnaire nominativement désigné (ou encore par les autres actionnaires signataires du présent pacte, proportionnellement à la participation de chacun au capital de la Société).

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15- NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 11 à 15 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16- PRESIDENCE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

1- Nomination

Le Président est désigné par décision collective des associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuant dans les conditions de majorité visés à l'article 22 des statuts.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2- Durée des fonctions :

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée.

3- Révocation ad nutum

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins la moitié du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du

droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

4- Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision de l'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de majorité visées à l'article 22 des statuts

5- Pouvoirs – Délégation

Conformément aux dispositions du Code de commerce, le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et de ceux expressément attribués par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts aux actionnaires.

A titre de règlement intérieur, il est convenu que la présidence ne pourra, sans y être autorisé au préalable par une décision des actionnaires représentant les deux tiers du capital social :

- consentir des cautions, avals et des garanties, engagements hors bilan de quelque nature que ce soit, lettres de confort pour sûreté d'obligation de tiers ;
- réaliser des investissements et désinvestissements excédant un montant individuel de DEUX MILLE CINQ CENT (2.500) EUROS et ce, quelque soit son mode de financement (y compris les locations longues durées) ;
- contracter des emprunts autres que les crédits de trésoreries (facilités de caisse, découverts), effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles ou de fonds de commerce, prendre ou mettre en location tout ou partie des fonds de commerce, modifier l'enseigne de ces fonds, constituer des hypothèques et nantissements, octroyer un gage réel ou non, avec ou sans dépossession sur un bien dépendant de l'actif social ;
- prendre ou donner à bail commercial, modifier ou résilier un bail commercial ;
- recruter du personnel en dehors du cadre de remplacement de personnel indisponible ou en arrêt maladie, licencier du personnel, augmenter le salaire du personnel de manière significative ;
- participer à la création de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social, ou dans un GIE ou une joint-venture,
- céder toutes participations directes ou indirectes dans toutes filiales et filiales en cascades ;
- remettre une dette à une tierce personne ou souscrire un concours financier quelconque supérieur à un montant individuel de DEUX MILLE CINQ CENT EUROS (2.500) euros.

La Société est engagée même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est tenu de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions qui précèdent.

ARTICLE 17- AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment sur décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de l'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de majorité visées à l'article 22 des statuts. En cas de démission ou de révocation du Président, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'assemblée générale ordinaire détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des autres dirigeants. Sauf délégation expresse, ils ne peuvent engager la société vis à vis des tiers.

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 18 des statuts.

ARTICLE 18- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 20- DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes;
- nomination, rémunération, révocation du Président;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation;
- agrément des cessions d'actions;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 16 des présents statuts.

ARTICLE 21- QUORUM - VOTE

1 – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

2 – Chaque action donne droit à une voix.

3 – Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

ARTICLE 22- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes sociaux et, éventuellement, les comptes consolidés de cet exercice, sous réserve de prolongation de délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou

représentés possèdent au moins sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote:

- celles prévues par les dispositions légales;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés;
- la prorogation de la Société;
- la dissolution de la Société;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme;

ARTICLE 24- MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25- ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Les convocations, transmises dans un délai raisonnable, peuvent être envoyée par tous moyens.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 26 ci-après.

ARTICLE 26- PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 27- INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 28- EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1 janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2004. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 29- ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu des rapports du ou des Commissaires aux comptes. Le Président arrête le rapport de gestion prévu par la Loi uniquement si la Société remplit les seuils réglementaires le lui imposant.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 30 – AFFECTATION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
 2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
 3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.
- La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL – TRANSFORMATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION- DECES

ARTICLE 31- CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 32- TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme dans les conditions légales.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord unanime des associés.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 33- DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 34- CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

TITRE IX

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 35- NOMINATION DES DIRIGEANTS - DUREE DES FONCTIONS - REMUNERATION

Nomination

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts est :

- Monsieur FANGEMANN Ange, Gabriel,

Né le 8 mai 1952 à TURCKHEIM (68)

De nationalité française

Demeurant 634 avenue Victor Hugo, 69 140 Rillieux-La-Pape

lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Durée des fonctions :

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Rémunération :

Le Président percevra une rémunération de CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €) par an en contre partie de l'exercice de son mandat. Il pourra au surplus prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 36- NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sont désignés Commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices :

- En qualité de Commissaire aux comptes titulaire SARL MAZA-SIMOENS – 302, rue Garibaldi – 69007 Lyon
- En qualité de Commissaire aux comptes suppléant Monsieur Jean Paul SIMOËNS - 302, rue Garibaldi - 69007 Lyon

lesquels interviennent aux présentes à l'effet d'accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

ARTICLE 37- FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 38- ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

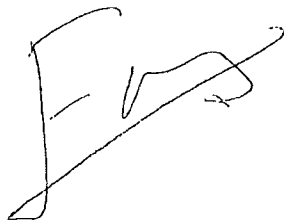
Fait à Lyon,

Le dix mai 2004

en six originaux dont un pour
être déposé au siège social et les
autres pour l'exécution des
formalités.

Les Actionnaires :

Monsieur FANGEMANN Ange, Gabriel



Monsieur PUPAT Jacques

